

Conseil du statut
de la femme

Québec 

**DISCOURS DE
MADAME DIANE LAVALLÉE, PRÉSIDENTE**

**À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU COLLOQUE
« QUESTIONS D'ÉQUITÉ EN ÉDUCATION
ET FORMATION »**

Le 21 août 2003, à Montréal

Bonjour mesdames, bonjour messieurs,

C'est avec un très grand plaisir que j'ai accepté d'être avec vous aujourd'hui pour ouvrir ce colloque portant sur les questions d'équité en éducation et en formation.

Je suis heureuse que me soit donnée l'occasion d'échanger avec vous sur ces sujets qui sont cruciaux pour l'avenir de nos jeunes – filles et garçons. Les questions d'équité en éducation et formation impliquent, pour moi, plusieurs actions, approches et volontés de la part de tous, tout au long d'un parcours académique jusqu'à l'intégration en emploi.

Mes propos s'appuieront sur trois composantes qui gravitent, selon moi, autour de l'équité en éducation :

- 1° Garantir un accès au savoir égal aux filles et aux garçons afin que chacun puisse étudier en fonction de ses aspirations sans que la présence des femmes dans les professions traditionnellement masculines soit dévalorisée.
- 2° Chercher à assurer la réussite scolaire pour un plus grand nombre (filles et garçons).
- 3° On ne pourrait parler d'équité sans se préoccuper d'une intégration au marché du travail qui se traduit par des retombées équivalentes pour les deux sexes en fonction de leur scolarité.

Comme vous le constatez, mes propos traduiront donc une préoccupation particulière pour la situation des filles et des femmes dans leurs parcours scolaire et professionnel.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'ai envie de faire un clin d'œil à l'histoire car, on le sait, le passé permet souvent d'expliquer le présent. Il est même garant de l'avenir...

Qu'on se rappelle le temps, pas si lointain, où les prix d'excellence étaient décernés aux meilleurs étudiants. En 1910, aux examens au baccalauréat, Marie-Justine Gérin-Lajoie se classe première au Québec. Malgré son succès, cette année-là, le prix Colin, décerné à la personne ayant obtenu les meilleurs résultats à ces examens, n'est pas madame Lajoie... C'est plutôt l'étudiant masculin qui s'était classé second!

À l'époque, les autorités de l'Université Laval ont parlé des performances de madame Gérin-Lajoie comme d'un « **INCIDENT COMPROMETTANT** » qu'il fallait **TAIRE!**

(Source : Micheline DUMONT. *Décrochage scolaire : remettre les pendules à l'heure*, Sisyphe, (site Internet), 7 février 2003.)

Belle façon de banaliser le succès des filles!

Mais que dit-on près d'un siècle plus tard lorsqu'une fille enregistre les meilleurs résultats? Je crois que plusieurs, malheureusement, banalisent encore cette réussite en affirmant : « **C'EST UNE FILLE. C'EST NORMAL QU'ELLE SOIT PREMIÈRE DE CLASSE.** »

Comme si les efforts investis par les filles dans leurs études étaient négligeables et, la réussite, une question de genre ou d'hérédité... laissant sous-entendre que leur réussite est banale et sans mérite! Dur constat!

Dur constat aussi pour nos garçons... comme s'ils étaient tous confinés à l'échec ou à la réussite mitigée peu importe les efforts consentis aux études. Je crois que, malgré les différences qui peuvent caractériser les deux sexes, nous avons tous un rôle à jouer pour changer cette fausse perception : cesser de stigmatiser la réussite et l'échec scolaire en fonction du sexe.

ACCÈS AU SAVOIR

La démocratisation de l'enseignement, concrétisée dans la foulée de la Révolution tranquille, a littéralement ouvert les portes de l'enseignement postsecondaire. Ce changement majeur a permis un rattrapage pour l'ensemble de la population. Un rattrapage encore plus marqué pour les femmes que pour les hommes.

(Source : Conseil du statut de la femme. *Des besoins des citoyennes et des travailleuses en formation continue : commentaires sur le Projet de politique de l'éducation des adultes dans une perspective de formation continue*, [recherche et rédaction : Lucie Desrochers], Québec, le Conseil, 2001, 28 p.)

En effet, nous pouvons être fières de constater qu'avec la Norvège, l'Espagne, le Canada et la Nouvelle-Zélande, le Québec fait partie du peloton de tête des sociétés où la scolarisation universitaire des femmes est la plus avancée.

(Source : Conseil du statut de la femme. *Des nouvelles d'elles – Les jeunes femmes du Québec*, [rédaction : Caroline Girard], Québec, le Conseil, 2002, p. 28.)

Cette situation entraîne, à coup sûr, la féminisation des professions. C'est le cas en médecine, en médecine vétérinaire, en droit, en notariat (j'y reviendrai d'ailleurs).

Je débiterai en précisant qu'un accès égal au savoir, c'est assurer une bonne desserte de formation générale sur l'ensemble du territoire québécois. C'est aussi s'assurer que nos institutions, comme les commissions scolaires, les cégeps et les universités, forment aussi adéquatement les jeunes en fonction des créneaux de développement économique de leur région. C'est prévoir que les professions d'avenir seraient bien connues, qu'une information adéquate soit diffusée afin de s'attaquer à la concentration des choix scolaires, notamment des filles, afin qu'elles puissent, elles aussi, participer au développement économique de leur région. De cette façon, nous y retiendrons sans doute plus de jeunes filles et de jeunes familles, un moyen de contrer l'exode de nos régions.

Un accès égal à l'éducation, c'est en plus permettre à des adultes d'obtenir des formations de base, tout en prenant en considération les besoins spécifiques des « femmes sans chèque », des handicapées et des travailleuses à faible revenu désireuses de se réorienter. C'est reconnaître des acquis expérimentaux pour les nouveaux arrivants et c'est aussi permettre à de jeunes mères adolescentes de poursuivre leur parcours scolaire. C'est de réaliser que la situation socio-économique de certains entraîne des besoins différents et un plus grand soutien.

Tous ces facteurs combinés contribuent sûrement à accroître l'équité en formation.

Par contre, j'insisterai à l'effet d'éviter de propager un discours culpabilisant et même disgracieux à l'égard des femmes qui choisissent des métiers non traditionnels et souvent les plus prestigieux.

Étant donné leur nombre écrasant à l'université (plus de 60 % des inscriptions au baccalauréat en 2002), le phénomène ira en s'accroissant. Si d'aucuns s'inquiètent de la féminisation des professions, la présidente de la Commission des partenaires du marché du travail, Léa Cousineau, s'en réjouit : « La seule chose qui me dérange, c'est que les métiers choisis par un grand nombre de femmes subissent souvent une dévalorisation. Mais au rythme où elles les investissent actuellement, ils ne pourront pas tous être dévalorisés! »

Ce débarquement de masse bouleverse l'ordre établi. Partout. Récemment, dans les médias, les autorités vétérinaires s'inquiétaient de la préférence marquée des femmes de la profession (47 %) pour traiter les animaux de compagnie au détriment des bêtes de ferme!

On parle souvent de féminisation en termes péjoratifs. Mais l'arrivée des femmes dans les professions cause-t-elle réellement problème?

Des réactions pour les moins étonnantes...

Baisse d'heures de pratique : pour les femmes médecins, cinq heures en moyenne par semaine de moins que leurs collègues. On conclut à la pénurie de médecins qui risque de s'accroître étant donné (notamment) la féminisation de la profession, peut-on lire dans le document du CMQ *Les effectifs médicaux au Québec en 2001-2002*. Les habituels ratios médecin-patients ne tiennent plus. Là où hier un seul médecin suffisait, il en faudrait désormais un peu plus.

Les femmes se démarquent aussi dans la profession pharmaceutique où elles dominent depuis dix ans. Une récente étude produite pour le compte de l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires fait état d'un manque d'au moins 500 pharmaciens et pointe du doigt notamment la féminisation comme la cause de cette pénurie.

Les pharmaciennes travailleraient au total quatre heures de moins par semaine que leurs vis-à-vis masculins, mais l'écart se creuse dans certaines catégories : 7 % d'entre elles feraient plus de 50 heures par semaine, contre 26 % des hommes. Le syndrome « c'est la faute aux femmes » est très ancré chez certains, a constaté la présidente du comité sur l'effectif en pharmacie à l'Ordre des pharmaciens du Québec (Judith Choquette).

En prenant d'assaut certaines professions, les femmes ébranlent les murs du temple. *La féminisation de la profession annonce-t-elle un appauvrissement des notaires?*, est le titre choc d'une table ronde prévue cet automne, lors du congrès annuel de la Chambre des notaires, où les femmes sont maintenant majoritaires.

Les femmes notaires ne font pas exception à la règle et travaillent moins d'heures que leurs collègues masculins. De plus, elles préfèrent la pratique en solo (63 % des femmes, contre 55 % des hommes).

« L'effet femme » se fait également sentir en droit. Deux avocats sur trois seront sous peu des avocates.

Et si la présence massive des femmes était bénéfique aux professions!

Par exemple, les pharmaciennes travaillent moins d'heures... Mais ce qu'elles investissent en termes d'attention, d'écoute et d'empathie compense largement cette note négative. Constat similaire en médecine : « La féminisation croissante constitue un puissant facteur d'humanisation des soins », indiquait récemment le magazine *L'actualité médicale* (Brigitte Maheu, professeure au Département de médecine sociale et préventive de l'Université de Montréal et auteure d'une étude sur la question). Pour la plupart des femmes médecins, le malade n'est pas d'abord un organe mais un être complexe. Par ailleurs, le type de pratique que permettront les groupes de médecine familiale – qu'on s'apprête à mettre en place au Québec – correspond aux aspirations des femmes, plus favorables et mieux habilitées au travail d'équipe.

Un autre exemple tout aussi significatif. Si la médiation a pris de l'ampleur au cours des dernières années, c'est en partie aux avocates qu'on le doit, selon la présidente du comité des femmes au Barreau du Québec (Sophie Bourque, avocate chez Hébert, Bourque et Downs). S'asseoir autour d'une table pour tenter de trouver des compromis, voilà une façon de faire davantage propre aux femmes, tandis que la cour correspond plutôt au modèle traditionnellement masculin d'affrontement.

Derrière les craintes avouées par certains s'en profile probablement une autre, plus diffuse, croit cette chercheuse : celle de voir disparaître un certain standing. « Une profession pratiquée dans un bureau avec boiseries et moquette ou dans un sous-sol de maison, c'est différent. En général, les filles ont moins besoin de ces attributs liés à la réussite. »

« Bien sûr, ça dérange! », dit-elle. « D'autant plus que la folie masculine des nuits de travail et de tout ce qui porte à négliger la famille au profit du boulot, les femmes la tolèrent de moins en moins et, heureusement, beaucoup d'hommes aussi n'ont plus envie de se faire regarder de travers parce qu'ils ne sont pas au bureau tard le soir ou la fin de semaine. Cela orientera forcément la profession dans une nouvelle direction. »

Aucune profession n'y échappera, semble-t-il : les disparités dans le nombre d'heures travaillées ne seront bientôt plus un « problème de femmes », mais une affaire de générations amplifiée avec les nombreux départs à la retraite.

Que ça plaise ou non, le monde et les temps changent. Les femmes et les hommes sont différents de ceux d'hier, leurs priorités aussi. On doit socialement en prendre acte et s'ajuster plutôt que de chercher des coupables, du côté des femmes notamment.

RÉUSSITE SCOLAIRE

Comme l'équité c'est de veiller à assurer la réussite scolaire d'un plus grand nombre, parlons maintenant de ces jeunes qui abandonnent l'école. Le phénomène du décrochage n'est pas nouveau. Il y a 25 ans, les jeunes, davantage qu'aujourd'hui, laissaient l'école sans diplôme, notamment parce que les exigences du marché du travail étaient différentes.

Et, à cette époque aussi, les garçons quittaient davantage que les filles les bancs d'école, sans pour autant que l'on qualifie cette situation d'alarmante.

J'ouvre ici une parenthèse pour aborder la question du travail des jeunes qui a, indéniablement, un impact sur la réussite scolaire.

En effet, la moitié des élèves du cinquième secondaire occupent un emploi à temps partiel. Les garçons sont plus nombreux que les filles à occuper un emploi rémunéré et, généralement, ils y consacrent plus d'heures de travail.

De plus, au niveau secondaire, les études nous disent que la moitié des garçons (56 %) étudient moins d'une heure par jour, alors que c'est le cas de seulement le tiers des filles. Il faudrait alors regarder de très près ce phénomène en lien avec la réussite.

Il est malheureux de constater que trop souvent le discours dominant face au décrochage ne fait qu'entretenir le conflit et l'opposition entre les sexes, quand au contraire, pour faciliter le rapprochement, il devra plutôt promouvoir la complémentarité et la richesse du potentiel des femmes et des hommes.

Contre le décrochage, c'est avant tout privilégier des approches spécifiques, adaptées aux élèves en difficulté. Qu'importe leur sexe, le but étant de favoriser la réussite d'un plus grand nombre de personnes, et ce, même si on sait qu'une femme qui a abandonné ses études sera sans emploi en moyenne 23,2 ans, tandis qu'un décrocheur ne passera que 6,6 ans dans la même situation.

(Source : Ariane ÉMOND. « Procès du féminisme », *Gazette des femmes*, Conseil du statut de la femme, mars-avril 2003, p. 27.)

Oui, la situation sur le marché du travail est plus difficile pour une décrocheuse que pour un décrocheur, sachant que la maternité précoce est le lot de plusieurs!

Bien des sources nous indiquent qu'il importe d'agir sur l'identification aux stéréotypes féminins et masculins. Les garçons qui décrochent le plus sont ceux qui s'identifient massivement aux stéréotypes masculins. Plusieurs pensent que la « force physique » prime sur le « savoir » pour gagner leur vie et garantir leur avenir.

Une plus grande présence du père dans le suivi scolaire serait souhaitable pour modifier la perception qu'ont les garçons de l'école.

De plus, nous croyons qu'une répartition plus équilibrée des femmes et des hommes, des filles et des garçons, dans toutes les formations contribuerait à faire évoluer les mentalités et à briser les stéréotypes.

Dans ce sens, on devrait souhaiter voir s'accroître le nombre d'hommes dans les services à la petite enfance et dans des secteurs, tels l'enseignement au primaire et les soins aux personnes.

Ceci ne vient nullement accréditer la thèse que la trop grande présence des enseignantes au primaire nuit à la réussite des garçons... en favorisant les filles... Alors, que répondent les tenants de ces propos à la réussite éloquentes des filles aux divers niveaux supérieurs d'éducation quand les hommes sont majoritaires à leur enseigner?

Parler de réussite, c'est également intervenir pour contrer la pauvreté, les décrocheurs étant surreprésentés dans les classes sociales défavorisées, autant chez les filles que chez les garçons.

Enfin, n'oublions pas de transmettre aux étudiantes et aux étudiants le goût d'apprendre et le goût de l'effort sans lesquels il n'y a pas de réussite. Réussir ses études, c'est y consacrer du temps et de l'attention.

Je me permets ici de citer une intervenante, interviewée dans la *Gazette des femmes*, dans le numéro de mars-avril 2003.

À un jeune qui s'apprêtait à laisser l'école parce que, disait-il, il voulait faire sa vie dans le plaisir, elle répondait que : « Le contraire de l'effort et de la détermination n'était ni le plaisir, ni la liberté, mais bien l'angoisse et la dépendance. »

(Citation de Rachida Azdouz, responsable du certificat en études interculturelles de l'Université de Montréal. Source : Ariane ÉMOND. « Procès du féminisme », *Gazette des femmes*, Conseil du statut de la femme, mars-avril 2003, p. 27.)

Concernant maintenant la non-mixité des classes, étant pour certains vue comme une solution, je me permets de citer une étude menée par le ministère de l'Éducation australien, en mars 2001, qui conclut que la non-mixité n'entraîne aucune amélioration des résultats scolaires des garçons. La non-mixité comporte même certains risques.

En effet, en ne prenant en considération que la variable sexe, on ne tient pas compte des réalités et des besoins différents entre les garçons qui ne forment pas un groupe homogène.

Il y a également risque, dans les classes de garçons, d'une baisse des attentes et des exigences des enseignants, notamment par des contenus diminués. De plus, il y a risque d'adapter les contenus aux intérêts que l'on associe aux garçons et de véhiculer ainsi des stéréotypes, sans aucune remise en question.

De telles décisions pourraient notamment nuire aux garçons qui ne correspondent pas aux modèles masculins dominants.

En fait, loin d'être une solution aux problèmes des garçons, la non-mixité avantagerait plutôt les filles. En effet, des classes de filles amélioreraient leurs conditions d'apprentissage puisque les comportements des garçons captent une grande partie de l'attention des professeurs.

Quoi qu'il en soit, j'estime qu'avoir recours aux classes séparées ne favoriserait pas l'égalité des sexes. Les jeunes – filles et garçons – doivent avoir accès, de façon générale, à des classes mixtes plus représentatives de la vie en société. Que l'on recherche, par l'éducation physique à l'adolescence, la non-mixité des classes est d'un tout autre ordre. Et l'école doit être un lieu où l'on fait l'apprentissage de cette vie en société.

Enfin, je crois qu'il faut surtout éviter de culpabiliser les filles de la non-réussite des garçons et se rappeler que ceux-ci ne sont pas tous des décrocheurs.

Comme l'équité c'est aussi d'assurer une intégration efficace sur le marché du travail, je passe au troisième et dernier volet de mon exposé.

DES BANCS D'ÉCOLE AU MARCHÉ DU TRAVAIL

On le sait, les femmes sont majoritaires depuis longtemps dans certains domaines, comme la santé et l'éducation. La nouveauté, c'est qu'elles arrivent en grand nombre dans de nouveaux secteurs. C'est le cas notamment dans les sciences appliquées.

Les étudiantes sont assez nombreuses en agronomie (60 % en 1996), mais encore rares en génie électrique (12 %), une différence qui se calcule en beaux dollars, les professionnels – femmes et hommes – de ces deux catégories gagnant un salaire moyen bien différent (39 300 \$ contre 52 800 \$), selon les chiffres de 1995.

D'ici 10 à 15 ans, juge l'économiste Rabah Arrache du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et auteur d'une recherche, il devrait y avoir plus de femmes que d'hommes dans les emplois hautement qualifiés. Déjà, chez les 15 à 44 ans, les femmes sont majoritaires dans la population active de niveau universitaire.

Si, sur le plan de la formation, les filles sont bien pourvues, sur le plan de la rémunération, c'est autre chose. Le travail à temps partiel, qui touche un travailleur sur dix, constitue le lot du quart des travailleuses. Et souvent, il ne s'agit pas d'un choix.

Grâce à une forte création d'emplois l'année dernière – plus de 600 000 postes ont été créés en 2002 – davantage de femmes se sont trouvé un emploi plus que jamais auparavant, affirme Andrew Jackson, un économiste du CTC.

Mais la qualité de ces emplois, en termes de salaire et de sécurité, n'est pas si bonne. « Malgré une diminution du chômage, les emplois qu'occupent les femmes sont plus précaires que ceux des hommes et le niveau de précarité d'emploi a augmenté au cours des années 1990 », a souligné M. Jackson.

Il existe toujours un fossé salarial entre les hommes et les femmes et il s'est élargi légèrement, ajoute-t-il dans son rapport réalisé pour la Conférence des femmes du Congrès du travail du Canada (CTC) de 2003 qui a eu lieu en juin dernier à Ottawa.

Le revenu annuel moyen des femmes qui occupent un emploi permanent à temps plein a atteint son plus haut niveau en 1995, alors qu'il s'établissait à 73 % de la rémunération des hommes.

Toutefois, ces chiffres ont diminué depuis, et, en 2000 (les dernières données disponibles sur le revenu), le salaire des femmes s'établissait à 71 % de celui des hommes.

Ce qui est encore plus frappant, c'est que les femmes qui détenaient un diplôme universitaire – et qui constituent habituellement le groupe avec le plus petit écart salarial – gagnaient 69,8 % de ce que gagnaient les hommes en 2002, comparativement à 75,9 % en 1995.

L'étude a également révélé que plus de la moitié des femmes occupaient un poste permanent à temps plein en 2002 (pourcentage passé de 44,5 % en 1995 à 51,6 % en 2002).

Parallèlement, la proportion de femmes qui occupaient un emploi à temps partiel est demeurée beaucoup plus élevée que celle des hommes. Elles étaient presque 28 % à travailler à temps partiel, comparativement à 11 % en 2002, a indiqué M. Jackson.

Comme nous faisons face à une pénurie anticipée de main-d'œuvre, hausser le taux d'activité des femmes sous-employées pourrait sûrement nous aider à résoudre ce problème dans les années à venir. Il faudrait toutefois instaurer des mesures concrètes pour les inciter à se diriger vers les secteurs en émergence (comme les technologies) et les aider à concilier leurs responsabilités professionnelles et familiales (surtout pour celles qui élèvent seules leurs enfants).

Les femmes sous-employées – un phénomène dont on connaît mal l'ampleur – vont bientôt trouver des emplois à la mesure de leurs compétences.

Où ça? Et bien, un peu partout. Les Québécoises investissent tous les milieux... mais sont encore trop peu nombreuses dans les sciences naturelles et appliquées, le domaine d'emploi qui a crû le plus depuis 1987 et qui semble vouloir continuer sur sa lancée. Elles accusent aussi un net déficit en gestion (bien qu'elles représentent 50 % des cadres en santé, enseignement, services sociaux et fonction publique, elles sont nettement minoritaires partout ailleurs). Leur entrée récente dans ce champ d'activité semble à première vue les desservir. Le milieu de la gestion recrute encore majoritairement des gens qui ont une grande expérience du travail, les hommes sont favorisés à cet égard et un pourcentage appréciable de ceux-ci tiennent à préserver leurs acquis dans ce secteur.

Les enseignantes, les infirmières, les comptables et vérificatrices représentent encore la moitié de la main-d'œuvre féminine. Bonne nouvelle pour elles, d'après Emploi-Québec, ces domaines offrent tous des perspectives d'emploi « favorables ou très favorables ». Est-ce à dire que les carrières traditionnellement féminines vont prendre du galon?

Même s'il y a encore du chemin à parcourir sur cette longue marche de l'égalité pour les femmes, je suis convaincue que les changements démographiques jumelés à leur haut niveau de scolarité sont prometteurs et leur offrent de belles perspectives d'avenir, toute comme pour nos jeunes hommes.

Au regard de leur scolarité, en juillet dernier, l'Institut de la statistique du Québec publiait *L'évolution de la fréquentation universitaire au Québec de 1996 à 2001*. Les femmes demeurent beaucoup plus scolarisées que les hommes et l'écart tend à se creuser (en 2001, 23,1 % des femmes de 15 ans et plus détenaient un diplôme universitaire, contre 20,6 % des hommes. En 1996, ces chiffres étaient respectivement de 20,3 % et de 19 %). Un autre constat : le nombre de femmes détenant un doctorat a connu une augmentation quatre fois supérieure à celle des hommes (34,8 % pour les femmes et 8,3 % pour les hommes).

(Source : Institut de la statistique du Québec. *L'évolution de la fréquentation universitaire du Québec de 1996 à 2001*, juillet 2003, www.stat.gouv.qc.ca)

Il nous reste à travailler patiemment pour que de tels progrès s'accompagnent de retombées concrètes pour les femmes.

Je terminerai en vous disant qu'il en va de notre responsabilité collective d'aider les jeunes à faire les bons choix de carrière, sans qu'ils soient essentiellement dictés par le marché du travail ni orientés en fonction du sexe.

Il faut guider filles et garçons en fonction de leurs goûts, de leurs aspirations et de leur potentiel, sans oublier de démasquer sans relâche les stéréotypes face aux choix de carrière. Il nous faut démontrer l'apport constructif, tant des femmes que des hommes, à l'intérieur de toutes les professions. La ségrégation et la stigmatisation n'ont pas leur place dans une société moderne, dans un monde de plus en plus mondialisé qui doit compter sur toutes ses composantes pour demeurer dans la mêlée.

Donc, oui travaillons à trouver le juste équilibre entre la notion de justice et d'égalité en toute équité!

Bon colloque à chacune et chacun!